



**Arrêté préfectoral
portant mise en demeure,
en application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement,
de respecter les prescriptions techniques des activités d'entreposage, dépollution,
démontage ou découpage de véhicules hors d'usage
société DEMONT'AUTO, située à TORXE**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 82-953 du 30 novembre 1982 autorisant M. Roger GUERIN à exploiter une installation de dépollution et stockage de véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de Torxé ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant au profit de la SARL DEMONT'AUTO et de son changement de gérant en date du 8 mars 2006 pour l'exploitation de ce site ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-594 DDDPI/BUE portant agrément de la société SARL DEMONT'AUTO, renouvelé par arrêté préfectoral n° 15-341 du 4 février 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

Vu les articles suivants de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, qui disposent :

- article 15 : « [...] Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5000 m² est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation. »
- article 20 : « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :
[...] - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant

de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.[...]

A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; [...] »

- article 25 : « I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

[...] V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ;
- les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées. »

- Article 33 : « [...] Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 31 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure [...]. »

- article 41 : « I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution : [...] L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention [...]. IV. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution : Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. [...]»

- article 42 : « [...] II. Opérations après dépollution : L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués. Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention. »

Vu la visite d'inspection réalisée sur le site le 9 octobre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 16 décembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement et détaillant l'ensemble des manquements à la réglementation retenus à l'encontre de l'exploitant suite à l'inspection réalisée sur site le 9 octobre 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé, accompagné du projet d'arrêté portant mise en demeure ;

Considérant que lors de la visite effectuée le 9 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la société DEMONT'AUTO ne respectait pas les dispositions des articles 15, 20, 25, 33, 41 et 42 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en ne déposant pas de dossier de porter à connaissance des modifications envisagées sur l'installation, en n'éloignant pas les stockages de véhicules hors d'usage et de déchets des limites de l'installation, en stockant des véhicules hors d'usage non dépollués sur sol perméable, en empilant des véhicules hors d'usage sur plusieurs niveaux, en ne réalisant pas les analyses annuelles sur les eaux rejetées, en ne disposant pas de ressource en eau afin de lutter contre un éventuel incendie et en ne disposant pas de dispositif de confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie ;

Considérant que les non-conformités relevées ci-dessus constituent des écarts réglementaires et sont susceptibles de générer un impact ou un risque important sans solution rapide ;

Considérant que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions réglementaires qui lui incombent, comme détaillé dans le rapport de l'inspection du 9 octobre 2025 ;

Considérant que face à cette situation, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société DEMONT'AUTO de respecter les prescriptions des articles 15, 20, 25, 33, 41 et 42 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. MISE EN DEMEURE – RESPECTS DES PRESCRIPTIONS

La société DEMONT'AUTO, dont le siège social est situé Champagné – 139 rue du Plantis à TORXE (17380), exploitant une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage sise à la même adresse est mise en demeure de respecter :

1.1 : les dispositions de l'article suivant et **dès la notification du présent arrêté** :

- Article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en procédant à l'enlèvement des véhicules présents sur le trottoir, hors de l'installation, et en procédant à la remise sur un seul niveau des VHU non dépollués empilés

1.2 : les dispositions de l'article suivant et dans un délai ne dépassant pas **1 mois** :

- Article 33 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en programmant une analyse sur les eaux rejetées en sortie du séparateur à hydrocarbures puis en transmettant les résultats à l'inspection dès réception

1.3 : les dispositions des articles suivants et dans un délai ne dépassant pas **3 mois** :

- Article 15 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en éloignant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation tout dépôt de déchets ou de matières combustibles

1.4 : les dispositions des articles suivants et dans un délai ne dépassant pas **6 mois** :

- Article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en mettant à la disposition des services de secours les moyens de lutte contre l'incendie conformes à la réglementation en vigueur
- Article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en mettant en œuvre les rétentions réglementaires associées aux stockages de liquides susceptibles de créer une pollution ainsi que celles permettant de contenir les eaux d'extinction d'un incendie
- Article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en définissant une aire d'entreposage des VHU non dépollués conforme à la réglementation : distante de 4m des autres zones de l'installation, imperméable, munie d'un dispositif de traitement des eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées, et munie de rétention, et en définissant également une aire d'entreposage des VHU dépollués. Seule cette aire d'entreposage peut ne pas être imperméabilisée
- Article 42 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en procédant à l'imperméabilisation de l'aire de pressage des VHU. Cette aire de pressage devra être conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel précité : munie d'un dispositif de traitement des eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées et d'une rétention associée.

Ces délais **(1, 3 et 6 mois)** courent à compter de la notification à la société DEMONT'AUTO du présent arrêté.

ARTICLE 2. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3. SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 4. INFORMATION DES TIERS (art. R.171-1 du Code de l'environnement)

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (art. L. 171-11 du code de l'environnement)

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Dans ce délai cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, qui prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « telerecours.fr ».

Article 6 – EXÉCUTION

Le présent arrêté sera notifié à la société DEMONT'AUTO.

Copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime,
- Madame la Sous-Préfète de Saint-Jean-d'Angély,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée, pour information, à Madame la maire de Torxé.

La Rochelle, le **15 JAN. 2026**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Emmanuel CAYRON

